

CRISE SANITAIRE MONDIALE MAJEURE

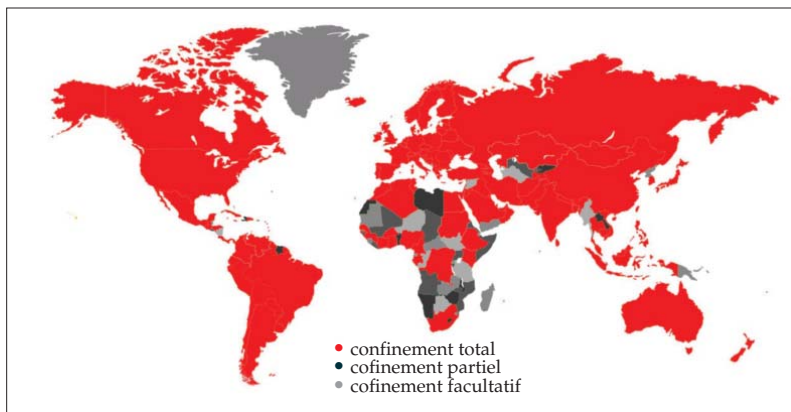
# Une guerre mondiale asymétrique du 21<sup>e</sup> siècle

Une bombe à retardement

Nous sommes déjà entrés dans la nouvelle guerre globale du 21<sup>e</sup> siècle qui ne connaît pas de frontières, avec "un ennemi invisible" et plus puissante que la puissance militaire dont dispose l'humanité toute entière. Impuissant, le monde était pris en dépourvus par cette crise sanitaire. Le président français Emmanuel Macron l'a bien dit «Nous sommes en Guerre» oui cette nouvelle guerre, déstabilisera et mettra en puérole l'économie mondiale, la paix mondiale et la stabilité. Elle exige donc de mettre en place des solutions globales. Les dirigeants internationaux doivent s'unir ensemble comme ils l'ont fait pour mettre fin à la Deuxième guerre mondiale, à retrouver l'esprit de cette époque pour affronter ensemble la pandémie du nouveau coronavirus qui déstabilise le monde. La globalisation de l'économie entrainera donc la globalisation des problèmes et nécessitera la globalisation des solutions.

À quoi ressemblera cette guerre du futur? Elle sera :

- Sanitaire
- Alimentaire
- Cybercriminalité
- Réseaux sociaux
- Terroriste
- Climatique



\_\_\_\_\_ Jean Tele Udimba

**L**e rêve suscité par les grandes puissances vers la course aux armements montre ses limites face aux défis nouveaux de la guerre asymétrique du 21<sup>e</sup> siècle. Cette folie de l'armement montre aussi ses limites et se dissiper sous nos yeux. Oui, nous continuerons demain à dépenser pour les armements et nous continuerons à nous battre. Mais ferons-nous la même forme de guerre? Certainement pas. Aux mêmes ennemis et sur les mêmes terrains ? À l'évidence non. Sera-t-elle plus complexe ? Sûrement oui. Le COVID-19 est une illustration de cette nouvelle guerre asymétrique. Cette pandémie a mis en évidence la fragilité des systèmes des défenses de l'humanité destinés aux guerres classiques et a mis également en lumière d'importantes failles dans la gouvernance de nom-

breux pays, notamment sur la gestion de crise et à la prévention sanitaire. Alors qu'elle avait fini par être perçue comme un poste de dépense et de coût, la santé va se révéler dans le futur comme un poste d'investissement stratégique dans la gestion

du risque économique aux mêmes types que les systèmes des défenses militaires classiques à l'échelle mondiale. Il faudra y penser maintenant de l'éventualité d'une crise sanitaire de grande envergure, comme une guerre régionale ou mondiale



## Malgré leurs courses aux armements et leurs budgets militaires colossaux, les grandes puissances se sont montrées impuissantes face à l'ennemi invisible «COVID-19»



Premier ministre Japonais, Shinzo Abe



Président français, Emmanuel Macron



Premier ministre indien, Narendra Modi



Premier ministre italien, Giuseppe Conte



Président Russe, Vladimir Poutine



Premier ministre canadien, Justin Trudeau



Président américain, Donald Trump



Président chinois, Xi Jinping



Président sud-africain Cyril Ramaphosa



Président brésilien, Jair Bolsonaro



Premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou



Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen

mais pas comme une crise passagère. Le monde connaît un choc sévère suite à la pandémie de Covid-19. Les perspectives économiques à court terme posent de défis majeurs et l'impact des mesures de confinement et d'atténuation nécessaire ont aggravés la crise économique mondiale. Le Covid-19, devient à cet effet une urgence sanitaire mondiale et perturbe l'activité économique et met en péril la reprise mondiale. Une pandémie qui a plongé l'économie mondiale dans la récession. Forte propagation de la maladie au premier trimestre, baisse de la consommation, arrêt de la production et ralentissement du commerce.

Nous tenterons de discerner les contours ? C'est tout l'objet de cet article.

Selon Ian Goldin et Robert Muggah, professeurs respectivement à l'université d'Oxford (Royaume-Uni) et l'université pontificale catholique de Rio de Janeiro (Brésil), ont analysés les limites de la coopération internationale que la pandémie a mise en lumière. Et tirent les conséquences de ce qu'il faut changer après la crise.

Plus de 188 pays et territoires de la planète sont désormais touchés par le Covid-19 avec plus de 400 000 morts pour plus de 7 millions de cas dans le monde. Il apparaît clairement que la pandémie représente la plus grande menace que l'humanité ait eu à affronter depuis la Seconde Guerre mondiale. À l'époque, la confiance dans la coopération internationale et les institutions multilatérales avait atteint un point historiquement bas ; c'est à nouveau le cas aujourd'hui. Si l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale avait pris de nombreuses personnes par surprise, ce ne fut pas le cas pour l'apparition du coronavirus en décembre 2019 : la crise sanitaire était annoncée. Depuis des décennies, les spécialistes des maladies infectieuses alertent l'opinion publique et les dirigeants sur l'accélération du rythme des épidémies. La dengue, Ebola, le SRAS, H1N1 et Zika ne sont que la partie émergée de l'iceberg.

**Ce n'est pas la première fois, loin de là, que nous sommes confrontés à une catastrophe mondiale.**

La Seconde Guerre mondiale s'explique en bonne partie par l'incapacité dramatique des dirigeants à tirer les leçons de la guerre de 1914-1918. La création des Nations unies et des institutions de Bretton Woods à la fin des années 1940 et au début des années 1950 a donné quelques raisons d'être optimiste, mais celles-ci ont été éclipsées par la guerre froide. En outre, la course aux armements a réduit la capacité



des gouvernements à lutter ou à offrir ou à fournir aux populations des services de santé et des services essentiels.

La capacité des institutions internationales à réguler la mondialisation a été sapée précisément au moment où elle aurait été le plus utile. Les années 1980, 1990 et 2000 ont vu une augmentation rapide des mouvements transfrontaliers des biens commerciaux, des moyens financiers et des individus. L'accélération des flux de biens, de services et de compétences est l'une des principales raisons de la réduction de la pauvreté mondiale la plus rapide de toute l'histoire. Depuis la fin des années 1990, plus de 2 milliards de personnes sont sorties de la grande pauvreté. Mais les institutions internationales n'ont pas su gérer les risques générés par la mondialisation. Les prérogatives des Nations unies n'ont pas été élargies, loin



de là. Le monde est gouverné par des nations divisées qui préfèrent faire cavalier seul, privant les institutions censées garantir notre avenir des ressources et de l'autorité nécessaires pour mener leurs missions à bien. Ce sont les bailleurs de l'OMS, et non son personnel, qui ont lamentablement échoué à faire en sorte qu'elle puisse exercer son mandat vital de protection de la santé mondiale.

### L'effet néfaste de la globalisation

Plus le monde est connecté, plus il devient interdépendant. C'est le revers de la médaille, "le Butterfly defect" de la mondialisation qui, s'il n'est pas corrigé, signifie inévitablement que nous allons être confrontés à des risques systémiques croissants ainsi que à des guerres asymétriques et de plus en plus dangereuses.

Le nombre de personnes infectées augmentant rapidement, la plupart des responsables politiques reconnaissent désormais le terrible coût humain et économique du Covid-19. Le pire scénario envisagé par les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (Centers for Disease Control) est qu'environ 160 à 210 millions d'Américains seront infectés d'ici à décembre 2022. Jusqu'à 21 millions de personnes devront être hospitalisées et entre 200.000 et 1,7 million de personnes pourraient mourir d'ici un an. Les chercheurs de l'Université de Harvard estiment que 20 à 60% de la population mondiale pourrait être infectée, et qu'entre 14 et 42 millions de personnes pourraient perdre la vie.

La pandémie sera particulièrement préjudiciable aux communautés les plus pauvres et les plus vulnérables dans de nombreux pays, ce qui met en évidence les risques associés à l'accroissement des inégalités. Les retombées économiques du Covid-19 seront considérables partout. La gravité de l'impact dépendra de la durée de la pandémie et de la réponse nationale et internationale qu'apporteront les gouvernements. Mais même dans le meilleur des cas, cette crise économique dépassera de loin celle de 2008 par son ampleur et son impact, entraînant des pertes qui pourraient dépasser 9 000 milliards de dollars, soit bien plus de 10% du PIB mondial.

### Un Plan anti bouclier contre la pandémie

L'ampleur et la férocité de la pandémie exigent des propositions audacieuses. Certains gouvernements européens ont annoncé des trains de mesures visant à éviter que leurs économies ne soient paralysées. Au Royaume-Uni, le gouvernement a accepté de couvrir 80% des salaires et des revenus des travailleurs indépendants, jusqu'à 2.500 livres (2.915 dollars) par mois, et de fournir une bouée de sauvetage aux entreprises. Aux États-Unis, une aide colossale de plus de 2.200 milliards de dollars a été décidée, et ce n'est probablement qu'un début. Une réunion des dirigeants du G20 a également débouché sur la promesse d'un déblocage

de 5.000 milliards de dollars, mais les modalités restent encore à préciser. L'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne et les Pays-Bas sont parvenus à un accord sur le plan de soutien de 500 milliards d'euros proposé pour faire face. Un plan de 750 milliards d'euros en Allemagne contre le coronavirus. La Chine se prépare à dévoiler un plan de soutien de 1.000 milliards de yuans (131,4 milliards d'euros) pour soutenir son économie qui devrait chuter cette année pour la première fois en 40 ans en raison de la pandémie de coronavirus,

La pandémie marque un tournant dans les affaires nationales et mondiales. Elle met en évidence notre interdépendance et montre que lorsque des risques se présentent, nous nous tournons vers les États, et non vers le secteur privé, pour nous sauver.

### **Covid-19 et mondialisation**

La réaction économique et médicale sans précédent mise en œuvre dans les pays riches n'est tout simplement pas à la portée de nombreux pays en développement. Il en résulte que les conséquences seront beaucoup plus graves et durables

de toute urgence pour soutenir les gouvernements et les sociétés. Contrairement à ce qu'ont avancé certains commentateurs, la pandémie de Covid-19 ne sonne pas le glas de la mondialisation. Si les voyages et le commerce sont gelés pendant la pandémie, il y aura une contraction ou une démondialisation. Mais à plus long terme, la croissance continue des revenus en Asie, qui abrite les deux tiers de la population mondiale, signifiera probablement que les voyages, le commerce et les flux financiers reprendront leur trajectoire ascendante.

Il reste que, en termes de flux physiques, 2019 restera probablement dans l'histoire comme une période de fragmentation maximale de la chaîne d'approvisionnement. La pandémie accélérera le redéploiement de la production, renforçant une tendance à rapprocher la production des marchés qui était déjà en cours et le renforcement de télétravail-maison. Le développement de travail maison, de la robotique, de l'intelligence artificielle et de l'impression en 3D, ainsi que les attentes des clients qui souhaitent une livraison rapide de produits de plus en plus personnalisés,

économiques aura des implications profondes sur la stabilité politique et sociale. Il existe déjà un énorme fossé de confiance entre les dirigeants et les citoyens. Certains dirigeants politiques envoient des signaux contradictoires aux citoyens ; ce qui réduit encore la confiance de ceux-ci envers les autorités et "les experts".

Ce manque de confiance peut rendre la réponse à la crise beaucoup plus difficile au niveau national, et a déjà commencé à affecter négativement la réponse mondiale à la pandémie. Le temps n'est pas aux récriminations, mais à de l'action. Les gouvernements nationaux et les administrations municipales, les entreprises et les citoyens ordinaires du monde entier doivent faire tout leur possible pour aplatir immédiatement la courbe de l'épidémie, en suivant l'exemple de la Nouvelle-Zélande, de Singapour, de la Corée du Sud, de Hongkong, de Hangzhou et de Taiwan.

### **La réponse mondiale doit être organisée par une coalition de volontaires**

Aujourd'hui plus que jamais, une réponse globale s'impose. Le G7 et les principales économies du G20 semblent à la dérive



dans les pays pauvres. Les progrès en matière de développement et de démocratie dans de nombreuses sociétés africaines, latino-américaines et asiatiques seront remis en cause. Cette pandémie mondiale aggravera considérablement non seulement les risques climatiques et autres, mais aussi les inégalités au sein des pays et entre eux. Un plan Marshall global, avec des injections massives de fonds, est nécessaire

des politiciens désireux de ramener la production chez eux et des entreprises cherchant à minimiser le prix des machines, supprimeront les avantages comparatifs des pays à faible revenu.

### **Les conséquences pour la stabilité politique**

À une époque où la foi en la démocratie se trouve à son plus bas niveau depuis des décennies, la détérioration des conditions

sous leur direction actuelle. Bien qu'ils aient promis d'accorder une attention particulière aux pays les plus pauvres et aux réfugiés, leur récente réunion virtuelle a été trop tardive et n'a pas débouché sur des résultats notables. Mais cela ne doit pas empêcher les autres acteurs de tout faire pour atténuer l'impact de Covid-19. En partenariat avec les pays du G20, une coalition créative de pays volontaires de-

vrait prendre des mesures urgentes pour rétablir la confiance non seulement dans les marchés mais aussi dans les institutions mondiales. L'Union européenne, la Chine et d'autres nations devront monter en puissance et diriger un effort mondial, entraînant les États-Unis dans une réponse mondiale qui comprendra l'accélération des essais de vaccins et la garantie d'une distribution gratuite une fois qu'un vaccin et des antiviraux auront été trouvés. Les gouvernements du monde entier devront également prendre des mesures draconiennes pour investir massivement dans la santé, l'assainissement et la mise en place d'un revenu de base.

Aucun mur, aussi haut qu'il soit, ne suffira à empêcher la prochaine pandémie, ni d'ailleurs aucune des autres grandes menaces qui pèsent sur notre avenir. Mais ce que ces hauts murs empêcheront, c'est la circulation des technologies, des personnes, des finances et surtout des idées et de la volonté de coopération collective dont nous avons besoin pour faire face aux pandémies, au changement climatique, à la résistance aux antibiotiques, au terrorisme et aux autres menaces mondiales.

Le monde avant et après le coronavirus ne peut pas être le même. Nous devons éviter les erreurs commises au cours du 20<sup>e</sup> siècle et au début du 21<sup>e</sup> siècle en entreprenant des réformes fondamentales pour faire en sorte que nous ne soyons plus jamais confrontés à la menace de pandémies. Si nous pouvons travailler ensemble au sein de nos pays respectifs, pour donner la priorité aux besoins de tous nos citoyens, et au niveau international pour surmonter les clivages qui ont contribué à l'intensification des menaces de pandémie, alors un nouvel ordre mondial pourrait être forgé à partir du terrible feu de cette pandémie. En apprenant à coopérer, nous aurions non seulement appris à arrêter la prochaine pandémie, mais aussi à faire face au changement climatique et à d'autres menaces fondamentales. Le moment est venu de commencer à construire les ponts nécessaires, dans nos pays et partout dans le monde.

### **Mobilité des personnes et mondialisation**

Les fermetures des frontières ont permis de stopper la propagation de coronavirus lorsque on sait que la croissance du nombre de touristes dans le monde selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a enregistré 1,5 milliard d'arrivées

de touristes internationaux en 2019. Il atteindra probablement 1,8 milliards en 2030. Alors que selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), en 2019, le nombre de migrants internationaux – c'est-à-dire des personnes qui résident dans un pays dans lequel elles ne sont pas nées – a atteint 272 millions d'individus. Le tourisme se place au 1<sup>er</sup> rang des industries mondiales et représente près de 1,2 milliard de touristes internationaux entrants.

Les déplacements massifs de populations constituent aujourd'hui une crise mondiale qui appelle une action collective de la part de la communauté internationale sous la bannière des dirigeants de ce monde.

### **MISE EN CONTEXTE DES GUERRES ASYMÉTRIQUE DU 21<sup>e</sup> SIÈCLE**

#### **La guerre sanitaire**

**La santé publique mondiale comme un enjeu de la sécurité mondiale.**

Le problème de la santé publique ne date pas d'aujourd'hui, les épidémies ont déjà

devenue une affaire mondiale que locale ou régionale dont la globalisation des échanges économiques ont été durablement frappées. Selon le bilan mondial de l'OMS de nombreuses pandémies ont marqué dramatiquement notre histoire. Certaines ont été plus virulentes que d'autres, toutes avaient une part d'inconnue quand elles se sont développées, mais en fonction des époques, elles ont laissées des traces différentes. L'Histoire a été fortement marquée par de grandes pandémies : la peste antonine, entre 165 et 180, a fait cinq millions de morts ; la peste de Justinien, partie d'Égypte en 541, a fait près de 25 millions de morts sur tout le pourtour méditerranéen ; la peste noire, partie de la mer Noire a fait, entre 1347 et 1352, près de 200 millions de morts, décimant entre 30 et 50 % de la population européenne ; la variole a tué 56 millions de personnes en 1520 ; le choléra, avec ses six pandémies, a fait un million de morts entre 1817 et 1923 ; la redoutable grippe espagnole a fait entre 40 et 50 millions de morts entre 1918 et 1919, pour ne citer que les plus importantes.



fait des ravages dans des zones très éloignées : La peste de Justinien, du VI<sup>e</sup> au milieu du VIII<sup>e</sup> siècle, la peste noire au XIV<sup>e</sup> siècle, ou plus récemment la grippe espagnole ont été des cataclysmes d'ampleur internationale, se développant sur de très longues distances, généralement le long des principales routes commerciales.

Aujourd'hui avec l'effet de la mondialisation des marchés et de la mobilité des personnes accélèrent la contagion, si bien que l'extension de la présente épidémie a été presque immédiatement internationale, voire mondiale, malgré les efforts des autorités chinoises pour l'endiguer. La crise sanitaire actuelle due au Corv-19 est

Plus proche de nous, notre histoire contemporaine nous confronte entre autres au VIH (virus de l'immunodéficience humaine – sida), révélé aux États-Unis dans les années 1970 et qui a déjà causé la mort de 25 à 36 millions de personnes, suivant les sources ; à la tuberculose qui a fait en 2015 plus de 1,8 million de morts à travers le monde et qui sévit toujours de façon persistante dans les pays économiquement défavorisés. Une histoire récente marquée aussi par la grippe asiatique, identifiée au départ dans la province de Guizhou en Chine, qui se répandra à travers le monde, en 1957-1958, tuant entre un et quatre millions de personnes et qui

sera à l'origine, entre 1968 et 1969, d'une autre pandémie moins connue que l'on appellera la fièvre ou la grippe de Hong Kong.

La différence entre ces nombreuses pandémies des siècles passés étaient souvent locale ou régionale et le confinement et l'impact économique était également local ou régional. Cependant la pandémie Covid-19 se distingue par l'ampleur de confinement au niveau mondial (plus 4.5 milliards personnes en moins de 6 mois dans le monde) et une crise économique mondiale majeur sans précédent estimé à plus de 9 000 milliards de dollars en 6 mois. La mondialisation et les interactions accentuent également ses conséquences économiques, qui affectent d'ores et déjà toutes les grandes économies. Le choc est double, puisque les conséquences de l'épidémie sur les comportements et les mesures prises pour limiter sa contagion réduisent brutalement la consommation, tout en paralysant les transports et l'activité productive.

À l'autre bout du monde, l'assèchement des arrivées de touristes et l'affaiblissement des débouchés pour les exportations frappent durement des secteurs entiers, tandis que les interruptions de production laissent craindre des ruptures d'approvisionnement non seulement pour les consommateurs, mais également pour les producteurs ayant recours à des pièces et composants chinois, parfois difficiles à remplacer.

### **Le monde à un choix difficile à faire entre une guerre asymétrique et une guerre classique:**

L'humanité dans son ensemble depuis Alexandre le Grand en passant par Hitler a toujours utilisé l'armement et la puissance du feu comme moyen de défense le plus sûr pour se protéger et surtout pour conquérir les autres territoires dans le but

de dominer le monde. Malgré les dépenses militaires les plus exorbitantes dont disposent les grandes puissances, le monde assiste aujourd'hui à une nouvelle guerre non conventionnelle dont le ravage et le dommage collatéral sont dramatiques et dévastateurs sur le plan social, sanitaire et économique.

Le temps est venu donc de revoir les stratégies traditionnelles (défenses boucliers anti missiles, guerre des étoiles,



armes des destructions massives etc.) pour créer un système de défense sanitaire globale pour faire face à ce nouveau fléau de la guerre asymétrique ou aucun pays ne pourra gagner seul. À six mois de coronavirus 4,5 milliards des personnes dans le monde étaient (sont) confinés chez eux, une première depuis la création de l'humanité avec une perte économique évaluée à 9,000 milliards et cela sans qu'il y a une guerre classique et sans qu'il y a un coup de feu tiré. Comparativement à 450 millions des personnes confinés pendant 5 ans lors la deuxième guerre mondiale avec de dégâts économiques évalués à 2 250 milliards éros.

Le monde d'aujourd'hui doit repenser son système de défense et investir en

semble dans cette nouvelle guerre qui prendra plus d'ampleur dans le futur ou l'ennemi n'a pas de frontières. On a vu que le Coronavirus à déshabiller tous les pays de la planète (pauvres ou riches), mal préparé à l'ampleur de la propagation de la pandémie.

Finis de penser que le problème sanitaire commencé en Chine concerne seulement que les chinois non il est un problème global dû à l'interdépendance du système économique mondiale qui nécessite des solutions globales.

Les effets secondaires de la pandémie risquent d'être aussi dévastateurs, voire davantage, que la maladie elle-même. Le monde sera en récession, la famine menacera "plus de 250 millions" de personnes cette année, selon l'ONU. Il sera donc important de mener des actions coordonnées qui nécessiteront de collaboration et d'engagement des organisations mondiales pour des réponses coordonnées à l'échelle mondiale en mettant l'accent sur le soutien aux pays dans le besoin et en investissant dans la recherche et la découverte pour produire des technologies, des outils, des vaccins et des thérapies.

Il sera également important de créer un bouclier anti sanitaire mondiale pour répondre aux pandémies, d'un pôle d'innovation pour le partage des connaissances et d'un groupe de chefs de file en matière de sécurité des patients pour fournir des plates-formes partagées visant à réduire les risques pour la sécurité des patients. Ce bouclier doit être composé d'un fond d'investissement et de financement mondial pour prévenir le risque d'une crise économique mondiale.

### **Dépenses mondiale de la santé :**

La part des dépenses de la santé représente environ 10 % du PIB mondial, les marchés liés au domaine de la santé constituent donc un secteur majeur au sein de l'économie internationale. Avec la pandémie de Corv-19, il est de notoriété que les dépenses de la santé revêtent une importance stratégique aussi bien pour les acteurs privés que pour les États.

La crise actuelle a révélé le drame que vit le secteur de la santé dans le monde. Les dépenses de santé, réduites dans les pays développés comme en France, aux États-Unis, l'Italie etc., ont eu pour conséquence le manque d'équipement médical et le déficit en ressources humaines. Cela remet la question de la santé publique au centre des débats sur les différents modèles de développement des États. Consé-



quences : on a pu assister à un effondrement spectaculaire de la gestion du Covid-19, dans le pays développés, la crise économique qui se profile aura sans doute un impact important sur l'ensemble du tissu économique mondial.

### La guerre Alimentaire

A cet effet, l'agriculture ne doit pas être considérée comme une simple question de sécurité alimentaire, mais, comme une question fondamentale qui se trouve au cœur du développement de nos états en ce qu'elle permettra de stimuler la croissance économique globale et d'offrir à la majorité de la population, différentes voies possibles pour sortir de la pauvreté.

Le monde doit faire attention aux deux fléaux de la guerre asymétrique alimentaire :

1- La crise alimentaire dû à l'accroissement de la population mondiale : La population mondiale ne cesse de croître, elle dépassera neuf milliards d'individus en 2050, soit autant de bouches à nourrir sur une planète dont les ressources ne sont pas infinies et alors que les habitudes alimentaires évoluent. Sur les 6,6 milliards d'humains que compte la planète en 2019, deux milliards y sont mal nourris, vivant avec moins de deux dollars par jour et un apport énergétique inférieur à 2700 kilocalories. Parmi eux, plus de 850 millions ont faim chaque jour. Il reste évident que si l'offre mondiale de biens alimentaires diminue au fur et à mesure que la demande de consommation augmente, les prix des denrées comme le blé, le maïs, le riz le mil et les biens dérivés comme le lait, la viande vont subir des explosions dans le marché mondial, ce qui, actuellement est le cas. Nous nous souvenons des émeutes de la fin des années 2007 et 2008 au Sénégal et dans certains pays d'Afrique et, si des mesures d'urgence de sauvegarde ne sont pas immédiatement prises pour améliorer les productions et constituer des stocks stratégiques de sécurité alimentaire, les mêmes causes vont produire les mêmes effets. La prochaine guerre asymétrique sera alimentaire.

2- Le terrorisme alimentaire : Les intoxications alimentaires peuvent être causées par des virus, des parasites et des bactéries. Éviter que les personnes mal intentionnées intoxiquent les aliments en masse qui peuvent faire des dégâts au niveau mondial. On compte plus de 250 sortes de maladies d'origine alimentaire! Les symptômes d'intoxication alimentaire peuvent



varier selon la cause, mais les deux plus fréquents sont les vomissements et la diarrhée. L'autre danger proviendra des personnes mal intentionnées qui pourraient injecter les virus dans la production agricole, imaginer, la contamination dans les aliments des premiers nécessité...

Aux niveaux mondial, régional, national et local, les décideurs doivent être profondément conscients qu'il y a des problèmes différents, de multiples cadres théoriques et modèles de développement, et diverses options pour atteindre les objectifs de développement et de durabilité. Il appartient à la communauté internationale de répondre de manière décisive et globale à cette crise du futur afin de promouvoir la souveraineté alimentaire pour tous et garantir à chaque être humain son droit d'être libéré de la faim et de la malnutrition, l'un des droits de l'homme les plus fondamentaux.

### La guerre de Cybercriminalité

La dématérialisation des transactions électroniques est devenue une nécessité absolue qui s'impose aux opérateurs économiques et qui envahit de plus en plus la vie des consommateurs. Cette dématérialisation présente plusieurs avantages, mais encourage et renforce la cybercriminalité. Dans certains cas, l'internet devient un terrain propice aux infractions anonymes et aux actes malveillants. Il est clair

qu'avec l'avènement d'internet et le développement des techniques d'information et de communication, la cybercriminalité est devenue la nouvelle menace du XXI<sup>ème</sup> siècle. En effet, l'époque des moyens frauduleux traditionnels est révolue tandis que le crime a évolué et a pris de nouvelles formes, offrant ainsi des facilités aux cybercriminels du fait de la numérisation des données. Contrairement à la criminalité traditionnelle, la cybercriminalité ou



criminalité en ligne est une forme de crime révolutionnaire qui peut atteindre une dimension internationale et qui peut inciter



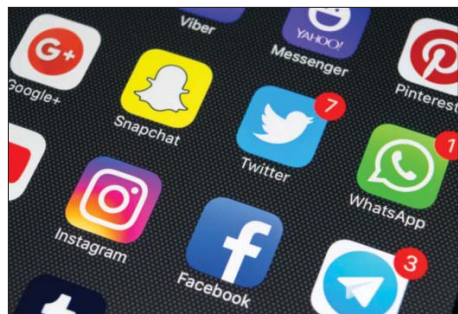
les forces de police à repenser leurs moyens d'actions et à développer des outils transnationaux, allant jusqu'à la collaboration internationale. Par ailleurs, le cyber-crime peut être commis en dehors des frontières à des milliers de kilomètres. C'est la raison pour laquelle il est important de ne pas assimiler cette nouvelle forme de crime au crime traditionnel.

L'e-commerce, par exemple, constitue le secteur préféré des cybercriminels compte tenu des avantages qu'ils tirent d'internet. Les crimes, dans ce cas, sont perpétrés dans le cyberspace et ont une forme dématérialisée par rapport aux crimes traditionnels commis dans le monde physique. L'internet est un des aspects de la mondialisation. Celui-ci a, depuis le début, été considéré comme un espace de liberté et même de résistance pour certains. Le côté négatif de la mondialisation consiste à transgresser les identités individuelles et collectives des individus afin d'anéantir la notion de propriété.

Les cybercriminels ont encore de beaux jours devant eux. Les pertes dues aux escroqueries via courriels professionnels (ou BEC pour Business Email Compromise) ont vu leurs gains doubler en 2018 pour atteindre la coquette somme de 1,3 milliard de dollars aux États-Unis, comme le relève un rapport annuel du FBI sur la criminalité sur Internet. Là aussi le monde doit créer un bouclier anti cybercriminalité pour faire face à ce niveau défi qui menace la paix, la stabilité et la sécurité.

### La guerre des réseaux sociaux

Les utilisateurs des réseaux sociaux usent aujourd'hui et plus que jamais des fake news pour nuire aux concurrents. Depuis toujours les "fake news" sont omniprésentes dans le monde de la politique notamment depuis l'élection présidentielle américaine de 2016. La désinformation et la contre-information ont toujours été des pratiques récurrentes dans le monde politique, "gouverner : c'est faire croire", écrivait Machiavel il y a cinq cents ans. Aujourd'hui, elles sont partout, que ce soit



dans la parodie, les mensonges, les détournements de contexte, les manipulations ou tout simplement les inventions. Elles font partie de notre quotidien et c'est un défi de tous les jours de pouvoir les déjouer. Un double tournant s'opère en ce début de décennie avec la contribution active d'Internet dans les événements politiques et sociaux. Les réseaux sociaux sont en train d'inscrire leur empreinte dans l'Histoire. En facilitant la mobilisation, les réseaux sociaux peuvent accélérer la chute des régimes avant pendant ou après les élections.

Les fausses nouvelles participent à des tentatives de désinformation, que ce soit via les médias traditionnels ou via les médias sociaux, avec l'intention d'induire en erreur dans le but d'obtenir un avantage (financier, idéologique, politique, etc.). Les articles de fausses nouvelles emploient souvent des titres accrocheurs ou des informations entièrement fabriquées en vue d'augmenter le nombre de lecteurs et de partages en ligne.

Là encore le monde doit créer un bouclier anti "fake news" pour faire face à ce niveau défi qui menace la paix, la stabilité et la sécurité dans le monde.

### La guerre du terrorisme

Le terrorisme international représente un phénomène complexe, omniprésent et la plus grave menace du monde. Notre réponse à cette menace semble ne soit pas



cela adéquat. Les résultats désormais de la lutte ne sont pas ceux estimés lorsque la «guerre globale» contre terrorisme international a été déclenchée. Donc, il faut adapter les méthodes de la lutte contre cette menace.

Aujourd'hui, le terrorisme représente un phénomène global. C'est pourquoi la lutte contre lui doit être menée de tous les pays du monde. Pourtant, la réponse "donnée aux attentats terroristes doit être l'un adéquat à la situation et non le produit de l'affectivité des uns dirigeants des États. Les effets des erreurs faits quant au combat contre le terrorisme global, après les attentats du 11.09.2001, ressentiraient pendant le temps par tout le monde.

Depuis l'adoption de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, la lutte internationale contre le terrorisme est conduite par le Conseil et son organe subsidiaire, le Comité contre le terrorisme, sous l'empire du chapitre VII. Il est évident que le succès de la communauté internationale dépend ici d'une détermination sérieuse des États à coopérer et à devenir parties à toutes les conventions internationales contre le terrorisme. Par ailleurs, le moyen par lequel le Conseil de sécurité a décidé de conduire la lutte contre le terrorisme pourra peut-être avoir deux conséquences importantes. Premièrement, en ce qui concerne le Comité contre le terrorisme, sa capacité à devenir un organe de contrôle des conventions internationales de lutte contre le terrorisme. Deuxièmement, en ce qui concerne le Conseil de sécurité, une évolution de la façon dont il a recours au chapitre VII comme instrument de sanctions contre les États qui ne remplissent pas leurs obligations en vertu de la résolution. Selon des instituts d'études politiques, le coût des attaques terroristes était ainsi estimé en 2014 à 52,9 milliards de dollars (environ 49,5 milliards d'euros), soit une augmentation de 60 % par rapport à 2013. La guerre asymétrique liée au terrorisme représente la plus grande menace pour l'humanité.

### La guerre climatique

Les bouleversements climatiques pourraient avoir un impact majeur sur l'humanité. Si l'humanité ne réduit pas ses émissions de CO2 d'ici 2035, la température annuelle moyenne augmentera de 4,5°C à 5°C, estiment les scientifiques. Cela pourrait déboucher sur des affrontements globaux.

A cause du réchauffement de la planète la moitié de la population pourrait périr suite à des anomalies climatiques incom-



patibles avec la vie, et que l'autre moitié lancerait une lutte armée pour les ressources restantes, ce qui pourrait provoquer une guerre mondiale, avertissent des spécialistes. S'attaquer aux risques du changement climatique pour la sécurité signifie éviter les impossibles à gérer et gérer les inévitables», prévient Caitlin Werrell cité par le journal le monde. Pour éviter ce qui est ingérable, «les gouvernements doivent déployer des efforts considérables pour réduire l'ampleur des changements climatiques au cours de la prochaine décennie», selon le Centre pour le climat et la sécurité. En réduisant les émissions de gaz à effet de serre, la déforestation et plus généralement les impacts négatifs de l'homme sur la planète cela



pourra réduire le risque ou la gravité d'une catastrophe climatique.

En matière de gestion de l'inévitable, les gouvernements et les sociétés doivent engager les ressources nécessaires pour gérer les impacts du changement climatique sur la sécurité alimentaire, hydrique et énergétique. Aujourd'hui le climat est devenu un sujet majeur lorsqu'on parle de sécurité internationale, il est temps de le prendre en compte à hauteur de ses conséquences et de l'intégrer dans les stratégies de sécurité nationale et mondiale, de défense, de diplomatie et de développement.

Selon l'Organisation mondiale de la Santé, «on estime qu'au niveau mondial, 1,3 million de personnes — plus de la moitié dans les pays en développement — meurent chaque année en raison de la pollution de l'air des villes». Si ce n'est pas une conséquence, c'est quoi à votre avis? Faut-il donc attendre que des catastrophes majeures environnementales se produisent à l'exemple de COVID-19 avant que les gens se rendent compte de l'importance des problèmes? Évidemment, nous espérons que l'histoire ne se répètera pas et que l'on n'aura pas à aller jusque-là.

«Mieux vaut prendre le changement par la main avant qu'il ne nous prenne par la



gorge», a dit Winston Churchill.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a demandé à la communauté internationale de changer de cap et de prendre la nature en compte dans ses décisions, afin de "forger un avenir vert" après la pandémie du nouveau coronavirus. Les conséquences de ces guerres asymétriques (sanitaire, alimentaire, cybercriminalité, réseaux sociaux et terrorisme) auront des impacts énormes sur les économies dans les années futures. Depuis l'apparition de ce fléau le monde a fait face à plus 9 000 milliards des pertes dans l'économie mondiale.

Le monde devait à faire un choix entre les dépenses militaires et les dépenses contre ces nouvelles guerres asymétriques. Pour mieux comprendre les enjeux, faisons d'abord la comparaison entre les dépenses militaires et les autres dépenses liées aux nouvelles guerres asystématiques du futur et leurs conséquences:

### Les dépenses militaires et les conséquences de la première et deuxième guerre sont catastrophiques.

#### Première guerre mondiale

- Catastrophe démographique : 10 millions de morts, 6 millions d'invalides (les "gueules cassées"), et 10 millions de morts



supplémentaires en Europe dus à la grippe espagnole de 1918-1919.

- Catastrophe morale : les combattants sortent traumatisés d'un conflit, qui a vu également le génocide arménien de 1915, et son million de victimes.

- Catastrophe matérielle : les dégâts dans les zones de guerre sont considérables estimés 1 000 milliard de dollars.

- Catastrophe financière : les États européens sont lourdement endettés, surtout auprès des États-Unis. Pour l'Europe, qui dominait le monde au XIX<sup>e</sup> siècle, tout cela marque le début du déclin. D'autant que de nouveaux bouleversements sont à prévoir :

- Le bilan territorial de la Grande Guerre voit la disparition des empires centraux ; de nouveaux États apparaissent (Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Pologne, Allemagne coupée en deux), mais de nombreuses revendications nationales demeurent, même chez des vainqueurs comme l'Italie.

- Le traité de Versailles de 1919 rend l'Allemagne entièrement responsable de la guerre : ce « Diktat » ne permet pas une paix à long terme.

- La guerre a également provoqué l'effondrement du régime du Tsar en Russie. Lénine et les Bolcheviks prennent le pouvoir. Ce modèle révolutionnaire est sur le point de mettre le feu à l'Europe.

Ainsi, ces quatre années constituent la première guerre totale de l'Histoire.

L'Europe est désormais sur la voie du déclin. La Société des nations, nouvellement créée, aura fort à faire pour garantir une paix que la Grande Guerre aura rendue improbable.

#### La deuxième guerre mondiale

En tout, dans le monde, plus de 55 millions d'hommes et de femmes sont décédés.



Sur le plan humain, la Seconde Guerre Mondiale est la guerre la plus meurtrière de tous les temps. Mais le plus frappant dans cela est le pourcentage de civils tués aussi sinon plus important que celui des soldats tués.

Mais ces nombreux morts entraînent une forte baisse de la population active, une baisse du taux de natalité, un fort

vieillesse de la population et un déséquilibre entre les sexes (en Russie les femmes sont plus nombreuses que les hommes)

En Europe, les destructions dues aux bombardements massifs sont énormes.



Près de 60% des villes sont détruites, les maisons sont pillées et rasées. Ces dégâts s'élèvent à environ 15 000 milliards de francs soit 2 286 milliards euros. Cette perte d'argent entraîne de nombreuses crises économiques en Europe. Ces crises économiques sont marquées par la hausse des impôts et de fortes inflations. Les États-Unis et la Russie sortent de la guerre comme les vrais vainqueurs puisqu'ils deviennent les créanciers des pays européens. Les États-Unis créent l'Organisation des Nations Unies qui siège à New York. Elle a pour but de rapprocher les pays européens des États-Unis et de préserver la paix dans le monde. La France, la Grande-Bretagne, les États-Unis, la Chine et l'URSS siègent au Conseil de sécurité et disposent du droit de veto. De son côté, l'URSS crée le pacte de Varsovie dans le but de rassembler les pays de l'Est. Il y a donc un conflit qui se crée entre les États-Unis et l'URSS : la guerre froide

**Les conséquences de ces deux guerres mondiales sur la course aux armements**  
Les dépenses militaires "ont augmenté, la course aux armements prend de l'ampleur: chaque puissance se dote d'une bombe atomique sous l'effet d'une perception accrue des menaces.

Dans un tel contexte, les deux plus gros budgets militaires mondiaux, ceux des États-Unis (685 milliards de dollars) et de la Chine (181 milliards), poursuivent leur croissance exponentielle, avec une hausse de 6,6% dans les deux pays en 2019 par rapport à 2018. Les dépenses militaires



dans le monde ont atteint, l'an dernier, leur plus haut niveau depuis la fin de la Guerre froide, indique un rapport de l'Institut de recherche sur la paix de Stockholm publié en avril. Et sans surprise, en matière de défense, ce sont les États-Unis qui font toujours la course en tête. Avec un total de 1 782 milliards d'euros, soit 1917 milliards de dollars, les dépenses

À eux seuls, les Américains ont engagé 732 milliards de dollars, soit 38% des dépenses mondiales. C'est de loin le plus gros budget militaire, un budget qui en 2019 a connu une inflation de plus de 5%. Dans cette course à l'armement, la Chine n'est pas en reste, elle occupe la seconde place du classement avec 261 milliards de dollars investis.



### Budgets de la défense dans le monde



Sources : Part des dépenses de défense dans le PIB mondial, Données Banque mondiale et SIPRI. Hausse enregistrée cette dernière décennie.

Et là encore, ce n'est pas une surprise, l'Empire du milieu ne cachant plus son ambition de bâtir une armée de classe mondiale capable de rivaliser avec la superpuissance américaine.

L'Institut de recherche sur la paix de Stockholm fait un parallèle entre la montée en puissance de Pékin et celle de l'Inde, dont le budget de défense a bondi de plus de 7% pour s'élever à 71 milliards de dollars. Selon l'organisme suédois, « les tensions et la rivalité de l'Inde vis-à-vis du Pakistan mais aussi de la Chine permet d'expliquer cet essor ».

La Russie et l'Arabie saoudite figurent dans le top 5 des pays les plus dépensiers, la France ne se classant qu'à la sixième



place. Mais le rapport publié ce lundi prévient également que si la croissance des dépenses militaires s'est accélérée ces dernières années, la tendance pourrait s'inverser : la pandémie de coronavirus, qui ébranle l'économie mondiale, pourrait conduire les grandes puissances vers une potentielle récession.

**Dépenses de défense dans le monde (vue globale 1990-1998-2011-2018)**  
Données SIPRI



Sources : Part des dépenses de défense dans le PIB mondial, Données Banque mondiale et SIPRI

Aux XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles, globalement, par région et par pays, les budgets de la défense sont les sommes que les États dépensent pour la mise sur pied, le maintien en condition et le déploiement en opérations de leurs forces armées.

Les dix pays qui ont depuis 2013 les budgets de défense les plus élevés, sont les États-Unis, quatre pays en Asie — la Chine, l'Inde, le Japon et la Corée du Sud —, quatre pays en Europe — la Russie, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne — et l'Arabie saoudite au Moyen-Orient. Les États-Unis demeurent de très loin la première puissance militaire mondiale, suivie par la Chine qui développe très rapidement ses forces armées depuis le début de ce siècle.

L'accroissement massif des capacités militaires chinoises est une source majeure d'inquiétude aux États-Unis comme auprès de leurs partenaires en Asie-Pacifique. Les États-Unis, la Chine s'est aussi lancée, comme la Russie, dans le développement d'armes hypersoniques susceptibles de déjouer les défenses antimissiles adverses, met en garde l'institut londonien. L'armée russe a annoncé en décembre la mise en service de ses premiers mis-

siles hypersoniques Avangard, l'une des nouvelles armes vantées par le président Vladimir Poutine comme "invincibles" et "indétectables". Quatre mois plus tard le Président Donald Trump annonce de sa part son « super méga-missile » « Nous construisons actuellement un équipement militaire incroyable, à un niveau que personne n'a jamais connu auparavant ». L'ironie du sort malgré les investissements colossaux dans les domaines militaires ni américains, ni chinois ou russes n'ont pas pu faire face au Coronavirus. En six mois, l'épidémie de Covid-19 a mis l'économie mondiale à rude épreuve.

**Conséquences socio-économiques de la pandémie de Covid-19**

Il est néanmoins encore prématuré de mesurer avec précision les conséquences négatives de la pandémie sur l'économie mondiale. En effet, il subsiste beaucoup



d'incertitude sur la durée et l'amplitude de la crise, ainsi que sur l'incidence des mesures prises. Mc Kinsey & Oxford Economics ont revu (3 avril 2020) la croissance du PIB mondial pour l'année 2020 selon le meilleur des scénarios à -1,8 %, et le pire des scénarios à -5,7 % et celle de la zone euro respectivement à -4,7 % et à -10,6 %. Les États-Unis verraient leur croissance économique atteindre -2,4 % dans le premier scénario et -8,7 % dans le second.

La pandémie de Covid-19 a des conséquences considérables au-delà de la simple propagation de la maladie et des mesures de quarantaine. De nombreux rapports font état de pénuries d'approvisionnement en produits pharmaceutiques<sup>1</sup> et en produits manufacturés en raison de perturbations des usines en Chine. Dans certaines localités de pays particulièrement touchés (comme l'Italie et Hong Kong), la pandémie a généré des achats de panique et des pénuries alimentaires. L'industrie de la technologie, en particulier, a

mis en garde contre les retards dans les expéditions de produits électroniques. Le FMI a aussi appelé les gouvernements à préparer la reprise. Elle dispose, lui, de 1000 milliards de dollars de capacités de prêt. Son conseil d'administration a par ailleurs approuvé le doublement d'un fonds d'urgence, le portant à 100 milliards de dollars, qui peuvent être déployés sans délai. Plus de 90 pays ont sollicité le Fonds pour obtenir une aide immédiate. Elle a aussi comptabilisé que les pays avaient au



total pris des mesures d'aide économique représentant environ 8000 milliards de dollars.

Aux États-Unis, première économie du monde, le président Donald Trump a déjà promulgué un gigantesque paquet d'aides de 2200 milliards de dollars alors que certains économistes s'attendent à une contraction du Produit intérieur brut allant jusqu'à 15 % au deuxième trimestre. En France, les premières données ont fait apparaître un effondrement du PIB de 6 % au premier trimestre, soit la pire performance trimestrielle depuis 1945.

Parallèlement, les principaux instituts économiques allemands ont prévu que l'Allemagne, principale économie de la zone euro, plonge de 9,8 % au deuxième trimestre, soit le double de la contraction enregistrée au premier trimestre 2009 ayant suivi la crise financière.

Les implications d'un tel ralentissement pour la pauvreté et l'insécurité ali-



mentaire dépendent des hypothèses faites sur la durée de la pandémie et sur les mécanismes de transmission. En ce qui concerne la durée, comme mentionné, nous supposons, peut-être avec optimisme, que la propagation mondiale du virus pourrait être contenue dans les prochains mois, de sorte que l'économie mondiale ne devrait pas basculer dans une profonde récession, mais ralentir d'un point de pourcentage en 2020. Nous représentons les impacts économiques à travers trois scénarios possibles :

- **Choc de la productivité du travail** : les principaux impacts proviennent des travailleurs incapables de faire leur travail, entraînant une baisse moyenne de la productivité du travail de 1,4% en 2020 (ce qui équivaldrait à 1 de 1,4% de l'offre de main d'œuvre).
- **Choc de la productivité totale des facteurs** : les impacts se font sentir par une paralysie temporaire de l'activité économique intérieure causée par des perturbations des canaux de distribution, l'incapacité de fournir des intrants et des services en raison de la mise en quarantaine des travailleurs, etc. Nous simulons ce phénomène par une réduction moyenne de la croissance de la productivité totale des facteurs suffisamment importante pour réduire le PIB mondial de 1%.
- **Choc commercial** : les impacts se font sentir à travers les perturbations du commerce international entraînant une augmentation du coût des échanges de près de 5% en moyenne et suffisamment pour provoquer un coût de la croissance économique mondiale de 1%.

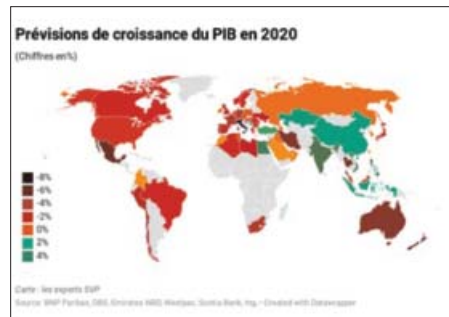
Les pays membres du G20 ont annoncé leur intention d'injecter « plus de 5000 milliards de dollars » dans l'économie mondiale pour « contrer les répercussions sociales, économiques et financières de la pandémie » du nouveau coronavirus, lors d'un sommet virtuel d'urgence.

« Nous sommes fermement résolus à présenter un front uni contre cette menace commune », ont ajouté les représentants des grandes puissances mondiales dans un communiqué publié à l'issue de la réunion en visioconférence présidée par le roi Salmane d'Arabie saoudite.

### Quelles sont les perspectives économiques mondiales liées à cette crise ?

Les impacts économiques du Covid-19 sont mondiaux et de grande ampleur. D'après des études bancaires, à l'exception de la Chine et de l'Inde, tous les principaux pays devraient subir un taux de croissance

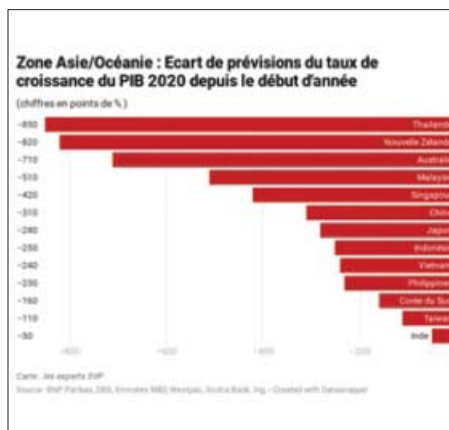
annuel du PIB 2020 négatif. L'Italie est le pays le plus touché avec un taux de croissance annuel du PIB prévu à -8,2%. Au 09 avril, Bruno Le Maire, Ministre de l'économie, prévoit une croissance du PIB en France de -6% pour l'année 2020. Quant à l'Allemagne, partenaire commercial principal de la France, le PIB 2020 devrait être à -3,7%. Des pays comme le Mexique (PIB 2020 : -5,8%) sont peu touchés par la pandémie, mais sont très impactés économiquement car très dépendants des Etats-



Unis. La Chine et l'Inde devraient conserver un PIB positif pour l'année 2020, avec respectivement +2,6% et +5%, mais ces chiffres sont sensiblement en baisse par rapport aux années précédentes.

### Des perspectives de croissance revues à la baisse partout dans le monde

Les dernières données actualisées début avril par DBS montrent qu'en l'espace de 3 mois, leur prévision du taux de croissance du PIB 2020 thaïlandais est passée de +3%



à -5,5%, soit une chute de 850 points de pourcentage. Niveau équivalent à celui de l'Italie. Quant à l'Australie dont les prévisions de Westpac du PIB 2020 sont passées de +2,1% à -5% (soit une chute de 710 points de pourcentage), cela s'explique par la fragilisation de l'économie australienne suite aux incendies de ces derniers mois, dont le gain économique espéré a été

avorté par le confinement lié au Covid-19. Partout dans le monde, le Covid-19 a un énorme impact économique et social.

Les économies du monde sont mises à l'arrêt pour tenter de stopper la propagation de la maladie. « L'Organisation internationale du travail (Oit) estime que 25 millions d'emplois pourraient être perdus, un chiffre probablement sous-estimé. Les couvre-feux et les mesures de confinement provoquent des difficultés économiques incalculables. On estime que les pertes de revenus pour la main-d'œuvre pourraient atteindre 3 400 milliards de dollars », explique le rapport exploré par L'Observateur.

## CONCLUSION

Catastrophe sanitaire aux dimensions planétaires, la pandémie de coronavirus a des répercussions majeures et pourrait en 2020 plonger le monde dans une "catastrophe humanitaire", a prévenu l'ONU.

La pandémie a contribué, bon gré mal gré, à tester la viabilité et l'efficacité des systèmes de gestion de tous les États, notamment des systèmes de santé, la sécurité sociale, les banques, ainsi que l'efficacité de l'armée et des forces de l'ordre. Ces systèmes ne se sont pas montrés efficaces partout. L'Italie, les tats-unis, le Brésil, la France et l'Espagne ont même montré leur total échec. Mais étant que l'objectif de l'hystérie médiatique était d'attiser la peur et la manique, on peut considérer l'échec des systèmes de la santé et dans l'ensemble de la gestion dans plusieurs pays comme faisant éventuellement partie du plan.

### La nouvelle réalité est dans le numérique

A quoi pourrait ressembler cette nouvelle réalité? Avant tout, tout ce qui peut être numérisé est numérisé. Le commerce, le secteur financier, la circulation de l'argent liquide, l'information, l'éducation, la culture. Avant la pandémie déjà ces secteurs étaient partiellement numérisés et mis en ligne. Eu égard à la pandémie il est paru évident que ces domaines pouvaient exis-



ter de manière indolore et stable en garantissant à l'homme disposant d'un accès à internet une vie relativement confortable, et à l'Etat – un contrôle total de l'activité et de la vie d'un individu en ce qui concerne son état de santé, ses déplacements, son travail, ses intérêts, contacts, liens, revenus et dépenses. Et il est peu probable qu'à l'issue de la pandémie les États acquérant une riche expérience numérique dans la situation actuelle acceptent de s'en séparer. C'est l'un des résultats évidents de la pandémie globale qui est devenu une réalité à présent et pour des années à venir.

### La fin des alliances libérales

La crise sociale et financière actuelle a mis en évidence l'inconsistance totale des structures supranationales de l'Occident libéral. La querelle entre le Sud et le Nord de l'UE concernant les moyens pour surmonter la crise économique provoquée par la pandémie dans les pays de l'UE, notamment en Italie, en Espagne, en Grèce et au Portugal, est une véritable honte. Le Nord

le monde. Et c'est principalement le mérite des médias. Peut-être qu'en arrêtant d'écrire sur ce virus il disparaîtrait? Et dans quelques mois aux années nous sourirons à nos propres suspensions que tout cela a été spécialement organisé par quelqu'un et que le monde ne serait plus jamais le même. Le Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM) a prévenu que le Covid-19 risquait de provoquer en 2020 un doublement du nombre de personnes au bord de la famine, induisant une "catastrophe humanitaire mondiale".

"Le nombre de personnes souffrant sévèrement de la faim pourrait doubler en raison de la pandémie de Covid-19, atteignant alors plus de 250 millions d'ici la fin de 2020", en raison de l'impact économique causé par la maladie, a averti cette agence de l'ONU. Symbole des bouleversements économiques inédits provoqués par la pandémie, le prix du baril de pétrole américain est passé en territoire négatif, atteignant moins 38 dollars, avant de re-

économique de la pandémie sera probablement grave et durable". La pandémie pourrait "presque doubler le taux de chômage européen dans les prochains mois", estime le cabinet de conseil américain, pour qui l'évolution de la situation sur le marché de l'emploi dépendra de "l'efficacité de la réponse de santé publique". Le secrétaire général des Nations Unies a plaidé pour la suspension de la dette de tous les pays en développement, pas seulement des plus pauvres, en raison de la crise du coronavirus. Selon Antonio Guterres, qui s'exprimait dans le cadre d'une visioconférence sur l'Afrique organisée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), le continent a besoin de plus de 200 milliards de dollars pour y faire face.

Pour mobiliser davantage de ressources, il a invité le FMI à autoriser de nouveaux droits de tirage spéciaux (DTS), mesure à laquelle les Etats-Unis sont opposés. Selon la Cnuced, la Conférence des nations unies sur le commerce et le développement, les investissements directs étrangers pourraient chuter de 30% à 40% cette année.

Les mesures prises par les États pour protéger leur patrimoine économique vont sans doute accentuer cette tendance, mais aucun pays n'a intérêt à tarir cette source de financement. Les investissements étrangers sont un accélérateur de croissance, ils seront bienvenus pour participer à la relance mondiale de l'économie.

### - "Récession historique" -

La Commission européenne prédit une récession "historique" dans l'Union européenne cette année avec une chute record du PIB de 7,7% en zone euro, puis un rebond de 6,3% en 2021. Les pays où sont attendues les plus fortes récessions sont la Grèce (-9,7%), l'Italie (-9,5%) et l'Espagne (-9,4%), très dépendants du tourisme.

La Banque d'Angleterre prévoit une chute historique de 14% du produit intérieur brut au Royaume-Uni cette année à cause du choc économique provoqué par la pandémie, maintenant en parallèle son taux directeur à 0,1%, un record de faiblesse.

## L'APRÈS CORNAVIRUS

Le secrétaire général des Nations unies a critiqué les pays ayant "ignoré les recommandations" de l'OMS pour répondre à la pandémie, estimant que le monde payait aujourd'hui au "prix fort" les stratégies divergentes, à l'ouverture de l'Assemblée



riche de la personne de l'Allemagne, des Pays-Bas et de l'Autriche perçoit dans la demande d'aide du Sud son intention de renoncer à la discipline fiscale dans le but de rediriger les fonds de l'UE dans le budget du Sud. La situation actuelle a sérieusement remis en question l'intégrité de l'UE sous sa forme actuelle. La même chose concerne l'Otan, dont la direction a ignoré l'appel à l'aide de Rome.

Il est trop tôt pour tirer les conclusions quant à la réalité dans laquelle se retrouvera le monde entier après cette pandémie. Il faut attendre qu'elle se termine et que le Covid-19 devienne, comme le promettent les médecins, une simple infection saisonnière. Actuellement, il est vrai que le nouveau coronavirus a vraiment effrayé tout

passer au-dessus de zéro à la clôture. Le ralentissement général des économies mondiales dû à la pandémie, avec les voitures aux garages et bien des usines à l'arrêt, a provoqué une surabondance de pétrole qui a forcé les courtiers en or noir à payer pour se débarrasser de barils qu'ils s'étaient engagés à acheter. L'Organisation internationale du travail (OIT) a quant à elle prévenu: "La crise du Covid-19 a un effet dévastateur sur les travailleurs et les employeurs", à travers "des pertes massives, sur la production et les emplois dans l'ensemble des secteurs". "Le monde du travail traverse la pire crise internationale depuis la Seconde Guerre mondiale", a affirmé Alette van Leur, directrice des politiques sectorielles de l'OIT. "L'impact



mondiale de la santé. Le président chinois Xi Jinping a assuré qu'un éventuel vaccin chinois sera "un bien public mondial", promettant que la Chine consacrerait 2 milliards de dollars à la lutte mondiale contre le Covid-19, lors de l'assemblée annuelle de l'OMS. Antonio Guterres insiste sur la nécessité de faire d'un futur vaccin contre le Covid-19 un « bien public global » et réagit au non-respect, sur plusieurs zones de crise, de l'appel à la trêve qu'il a lancé. Le numéro un chinois s'est également dit favorable à une enquête quand l'épidémie sera enrayée, assurant que son pays avait "toujours fait preuve de transparence et de "responsabilité" face à l'épidémie.

La pandémie de la COVID-19 a bouleversé la société et le monde des affaires tels que nous les connaissions. Après une pause sans précédent, une nouvelle économie axée sur l'autosuffisance, l'innovation et la collaboration renaît progressivement.

Bien que la situation soit en constante évolution, elle laisse entrevoir un monde d'opportunités et une économie réinventée pour les entreprises qui sauront adapter leurs stratégies, leurs opérations et leurs approches. Les experts ont observé une chute spectaculaire des émissions de gaz à effet de serre ces deux derniers mois. Insuffisant pour espérer influencer sur le réchauffement climatique.

En raison de la pandémie qui frappe le monde entier, toutes les activités commerciales et manufacturières sont bouleversées. Les usines d'assemblage automobile sont fermées, les fournisseurs de pièces et d'équipement également sans oublier les concessionnaires qui se contentent d'effectuer des réparations urgentes et d'entretenir les véhicules des services essentiels.

Une fois la pandémie terminée, la remise en marche de cette immense ma-

chine, et ce dans tous les pays ne sera pas de tout repos. En effet, il faudra un certain temps avant que les chaînes d'approvisionnement de pièces soient activées, que les usines reprennent le travail et que les voitures sortent enfin de la chaîne de montage. Et encore, il faut espérer que tous les fournisseurs soient encore en affaires.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a demandé à la communauté internationale de changer de cap et de prendre la nature en compte dans ses décisions, afin de "forger un avenir vert" après la pandémie du nouveau coronavirus. "Dans la reconstruction améliorée, postérieure à la pandémie du covid-19, donnons à la nature la place qu'elle mérite, en en faisant la considération primordiale dans la prise de décisions", a-t-il ajouté.

La bataille COVID-19 est en train d'être gagnée avec le déconfinement mais la guerre est loin d'être terminée. ■

# À crise mondiale exceptionnelle, riposte mondiale exceptionnelle

Kristalina Georgieva\*

Cette année, 170 pays verront leur revenu par habitant baisser, alors que, il y a quelques mois seulement, nous prévoyions une croissance du revenu par habitant dans 160 pays.

### Mesures prises

### À époque exceptionnelle, action exceptionnelle.

À de nombreux égards, les pays membres du FMI ont eu une réaction sans pareille. Partout dans le monde, les gouvernements ont pris des mesures sans précédent pour combattre la pandémie, pour sauver des vies, pour protéger leur société et leur économie. Les mesures budgétaires prises jusqu'à présent avoisinent 8 000 milliards de dollars et les banques centrales ont procédé à des injections massives (illimitées dans certains cas) de liquidités.

Quant au FMI, il dispose d'une capacité de prêt de 1 000 milliards de dollars, soit quatre fois plus qu'au début de la crise financière mondiale, qu'il met au service de ses 189 pays membres. Conscient des caractéristiques de cette crise — elle est mondiale et évolue rapidement si bien qu'il est beaucoup plus bénéfique et efficace d'agir rapidement — le FMI a cherché à optimiser sa capacité à fournir des ressources financières rapidement, surtout



Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international

pour les pays membres à faible revenu. À cet égard, nous avons renforcé notre arsenal et pris des mesures exceptionnelles au cours des deux derniers mois.

En particulier,

- Nous avons doublé notre capacité de décaissement rapide d'urgence pour répondre à une demande attendue d'environ 100 milliards de dollars. 103 pays nous ont demandé un financement d'urgence, et notre conseil d'administration aura examiné environ la moitié de ces demandes d'ici la fin du mois.
- Nous avons réformé notre fonds fidu-

ciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes pour aider 29 de nos pays membres les plus pauvres et les plus vulnérables, dont 23 pays africains, en allégeant rapidement le service de leur dette, et nous collaborons avec les donateurs pour accroître de 1,4 milliard de dollars nos ressources à consacrer à l'allègement de la dette. Grâce à la générosité du Royaume-Uni, du Japon, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de Singapour et de la Chine, nous avons pu offrir un allègement immédiat à nos pays membres les plus pauvres.

• Nous avons pour objectif de tripler notre financement concessionnel en faveur des pays membres les plus vulnérables au titre de notre fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance. Nous cherchons à obtenir 17 milliards de dollars de nouvelles ressources à consacrer aux prêts et, à cet égard, je suis encouragée par les contributions de 11,7 milliards de dollars qui ont été promises par le Japon, la France, le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie, ce qui nous amènerait à environ 70 % des ressources nécessaires pour atteindre cet objectif.

• Nous avons souscrit à une suspension des remboursements de la dette bilatérale officielle pour les pays les plus pauvres jusqu'à la fin de 2020, un accord extraordinaire conclu par les pays du G-20. Cet